

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Développement d'une stratégie commune à la CAE sur la taxation de l'économie numérique
Burundi	Les prix du pain en hausse
Comores	Aide budgétaire de la Banque Africaine de Développement de 21 MUSD
Djibouti	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Erythrée	Progrès dans l'assainissement et l'accès à l'eau en Érythrée
Ethiopie	Baisse de 12 % des flux d'IDE entrants au 1er semestre 2020
Kenya	Baisse des échanges franco-kenyans de 3,2 % sur les 9 premiers mois 2020
Madagascar	Mise en services des unités d'énergie solaire mobiles d' <i>Akuo Energy</i> à Tuléar
Maurice	Mobilisation de 400 MEUR afin de relancer l'investissement, maintenir et créer de l'emploi
Ouganda	Subvention de 500 KUSD de la BAD en faveur des MPME
Rwanda	Extension de l'éligibilité de l' <i>Economic Recovery Fund</i> (ERF)
Seychelles	Approbation par le Parlement européen du renouvellement de l'accord de pêche
Somalie	D'après l'ONU, les inondations ont affecté 214 000 personnes depuis octobre
Soudan	Nouvelle progression de l'inflation en octobre
Soudan du Sud	Aide d'urgence de 52,3 MUSD du Fonds monétaire international
Tanzanie	Les investisseurs optent pour les bons du Trésor et les obligations

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après + 7 % la semaine passée, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente à nouveau de 7 % cette semaine (+ 13 233 cas contre + 12 162 la semaine passée), suivant la tendance mondiale (+ 6 %). La hausse du nombre de nouveau cas hebdomadaire se

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	1/11	8/11	15/11	1/11	8/11	15/11
Burundi	589	614	628	1	1	1
Comores	530	557	574	7	7	7
Djibouti	5 561	5 605	5 645	61	61	61
Erythrée	463	491	493	0	0	0
Ethiopie	96 169	99 204	102 321	1 469	1 518	1 565
Kenya	55 192	61 769	69 273	996	1 103	1 249
Madagascar	17 111	17 223	17 233	244	244	249
Maurice	441	452	470	10	10	10
Rwanda	5 137	5 213	5 394	35	36	42
Seychelles	154	154	158	0	0	0
Somalie	3 941	4 229	4 301	104	107	107
Soudan du Sud	2 926	2 943	3 003	59	59	59
Soudan	13 804	14 155	14 626	837	1 116	1 116
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	12 495	14 066	15 789	111	131	144
Total AEOI	215 022	227 184	240 417	3 955	4 414	4 631

poursuit au Soudan (+ 471 contre +351 et +71 les 2 dernières semaines), en Ouganda (+ 1 723 contre +1 571 et +1 198) et est particulièrement marquée au Kenya où la situation se détériore depuis plusieurs semaines, avec un pic historique à + 7 504, contre + 6 577 la semaine dernière. En Ethiopie (+ 3 117 contre + 3 035), la situation se stabiliserait.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Ethiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Développement d'une stratégie commune à la CAE sur la taxation de l'économie numérique. Le 11 novembre 2020, la 48^{ème} réunion des autorités fiscales des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) s'est tenue virtuellement. Le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie, s'y sont engagés à aligner leurs réglementations fiscales en matière d'économie numérique. Les autorités de ces pays espèrent ainsi augmenter leurs revenus issus du secteur des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), considéré comme l'un des secteurs les plus résilients face à la crise sanitaire de la Covid-19. L'uniformisation de la réglementation fiscale du secteur des TIC au sein de la CAE devrait permettre aux autorités de mieux faire face aux grands groupes mondiaux du numérique.

L'Angola dépose ses instruments de ratification de l'accord ZLECAf. L'Angola devient, le 4 novembre, le 30^{ème} État signataire de l'accord de Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) à déposer ses instruments de ratification. L'accord entré en vigueur le 30 mai 2019 a été signé par l'ensemble des pays africains à l'exception de l'Érythrée. Bien que le Secrétariat Général de la ZLECAf - établi au Ghana - soit opérationnel depuis le mois d'août, la crise de la covid-19 a ralenti les négociations et repoussé le prochain sommet de l'Union Africaine au 5 décembre. Ce dernier doit finaliser la première phase des négociations pour le lancement de la nouvelle réglementation des échanges de biens et de services. En raison du retard pris dans les négociations, la mise en œuvre de la ZLECAf ne restera que partielle au 1^{er} janvier 2021.

Actualités pays

BURUNDI

Les prix du pain en hausse. Depuis quelques jours, le prix du pain dans les kiosques et boulangeries augmente dans la capitale burundaise. En cause, la hausse du prix des ingrédients, pour la plupart importés, comme la farine de blé ou l'huile de coton. Par exemple, le prix d'un sac de 25 Kg de blé aurait augmenté 10 KBIF pour atteindre 53 KBIF (23 EUR). D'après un bulletin de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, la production de blé devrait s'établir à 762,7 millions de tonnes en 2020 (- 2,3 millions de tonnes), entraînant des pressions à la hausse sur les prix.

COMORES

Aide budgétaire de la Banque Africaine de Développement de 21 MUSD. Le 6 novembre, la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé le décaissement d'un Appui Budgétaire en Réponse aux Crises (ABRC) de 20,58 MUSD en faveur de l'Union des Comores. Cet appui vise à faire face à la pandémie de Covid-19 et à ses effets sur l'économie. Il est composé d'un don de 6,86 MUSD du Fonds Africain de développement (FAD), d'un don de 9,39 MUSD et d'un prêt de 4,32 MUSD au titre de la facilité d'appui pour la transition (FAT). Il permettra de renforcer le programme des filets sociaux en améliorant l'accès pour les populations les plus vulnérables et améliorer la production alimentaire via la distribution des intrants aux petits exploitants.

DJIBOUTI

Pas de brève cette semaine

ÉRYTHREE

Progrès dans l'assainissement et l'accès à l'eau en Érythrée. A l'occasion de la réunion du *Sanitation and Water for All* (SWA), organisée par l'UNICEF et la Banque mondiale, l'Érythrée a présenté ses avancées en matière d'assainissement et d'accès à l'eau. Plus de 80 % de la population aurait accès à l'eau et 32 % à des latrines. Par ailleurs, 54 % des villages déclarent que la pratique de défécation à l'air libre n'a plus cours, 50 % des écoles ont accès à l'eau potable et 67 % d'entre elles disposent de toilettes. Ces progrès

se sont traduits par un ralentissement des maladies d'origine hydrique et un recul de la corvée quotidienne d'eau, traditionnellement réservée aux femmes et enfants. Les mises en œuvre du *One WASH Strategy and Investment Plan 2019-2030* et de la *National Roadmap to End Open Defecation by 2022* demeurent une priorité du gouvernement Érythréen.

ETHIOPIE

Baisse de 12 % des flux d'IDE entrants au 1^{er} semestre 2020. Alors que les flux d'investissement directs étrangers (IDE) vers les pays d'Afrique Sub-Saharienne enregistrent une baisse de 28 % au 1^{er} semestre 2020, d'après la CNUCED, les flux d'IDE entrants en Éthiopie affichent un léger recul à 1,1 Md USD (contre 1,2 Md USD au S1 2019), soit une contraction de 12 %. Ce ralentissement reste donc limité compte tenu du contexte d'épidémie de la Covid-19 et d'incertitudes politiques (report des élections, tensions ethniques). En 2019, l'Éthiopie était le 5^{ème} récipiendaire d'IDE du continent, derrière l'Égypte (9 Mds USD), l'Afrique du Sud (4,6 Mds USD), le Congo Brazzaville (3,4 Mds USD) et le Nigeria (3,3 Mds USD), néanmoins, ses flux d'IDE s'amoindrissent progressivement (2,5 Mds USD en 2019 contre 4 Mds USD en 2017). Avec un quart des nouveaux flux d'investissements sur le S1 2020, la Chine demeure le 1^{er} investisseur du pays.

Conflit dans le Tigré, nouvelle ville « sous contrôle » par le gouvernement central. En conflit depuis le 4 novembre avec le *Tigré People's Liberation Front* (TPLF), parti politique dominant de la région du Tigré (nord du pays), le gouvernement éthiopien affirme avoir repris le contrôle d'une ville dans le Tigré (Alamata). En parallèle, le TPLF a revendiqué des tirs de roquette qui ont frappé des aéroports dans le pays (Gondar et Bahir Dar, région Amhara) et Asmara, la capitale érythréenne, accusée de soutenir l'armée éthiopienne. D'après le Haut-commissariat pour les réfugiés, 25 000 personnes ont déjà pris la fuite vers le Soudan. Latentes depuis plusieurs mois, les tensions dans la région ont été exacerbées lorsque le Tigré a organisé des élections régionales, contre l'avis du gouvernement fédéral, et le TPLF orchestré une attaque sur une base de l'armée nationale dans la nuit du 3 novembre.

KENYA

Baisse des échanges franco-kenyans de 3,2 % sur les 9 premiers mois 2020. Les échanges commerciaux entre la France et le Kenya s'établissent à 205,7 MEUR sur les 9 premiers mois de 2020 contre 212,5 MEUR sur la même période de l'année précédente. Les exportations françaises vers le Kenya diminuent de 14,3 % pour s'établir à 111,4 MEUR (contre une baisse vers l'ensemble du monde 19,1 %), principalement porté par la baisse des exportations d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (de 46,8 MEUR à 20,2 MEUR ; - 56,8 %) tandis que les exportations de Produits des industries agroalimentaires augmentent de 12,7 MEUR à 19,8 MEUR (+ 55,9 %). Les importations françaises en provenance du Kenya augmentent, de 82,6 MEUR durant les 9 premiers mois de 2019 à 94,3 MEUR (+14,3 % ; contre une baisse globale de 15,3 %) portées par la hausse des importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture, 1^{er} poste d'importation depuis le Kenya (61 % en moyenne), qui s'établissent à 58,4 MEUR (+ 16,0 %). L'excédent commercial français vis-à-vis du Kenya s'effondre de 63,9 %, passant de 47,4 MEUR à 17,1 MEUR.

Inauguration de 5 nouveaux trains pour le Nairobi Commuter Rail par Uhuru Kenyatta. Le 10 novembre 2020, le président kényan Uhuru Kenyatta a inauguré cinq nouveaux trains pour le *Nairobi Commuter Rail*, dans l'objectif de réduire la congestion lié au trafic dans la capitale. Lors de son discours d'inauguration, le président a rappelé que le pays perdait jusqu'à 400 MKES (3 MEUR) par mois du à la perte de temps dans le trafic, en plus de l'impact négatif sur l'environnement et la qualité de l'air. Le lancement des trains a coïncidé avec la mise en service de la gare centrale de Nairobi rénovée, qui servira de centre névralgique des opérations reliant 10 gares dans les villes satellites, y compris les gares nouvellement construites à Donholm et Pipeline.

MADAGASCAR

Mise en services des unités d'énergie solaire mobiles d'Akuo Energy à Tuléar. Le 12 novembre, la société française *Akuo Energy*, en partenariat avec *Enelec* (filiale du groupe malgache *Filatex*) a annoncé la mise en service de ses unités d'énergie solaire mobiles et portatives dites *Solar GEM* à Tuléar (sud-ouest de Madagascar). Doté d'une puissance totale de 2,9 MW, le projet a été financé par le fonds d'investissement allemand *Atmosfair* pour 6 MEUR. Composée de 44 unités conteneurisées *Solar GEM* comprenant chacune 200 panneaux photovoltaïques, l'installation peut être déployée en trente minutes, repliée en quarante-cinq minutes, et peut ainsi être déplacée durant des périodes climatiques difficiles.

Société Générale Madagasikara gèrera le Fonds de développement de l'énergie solaire hors réseau doté de 40 MUSD. La Société Générale Madagasikara (SGM) a conclu un accord de partenariat avec le fonds luxembourgeois *Bamboo Capital Partners* pour gérer le Fonds de développement des marchés hors réseau *Off-Grid Market Development Fund* doté de 40 MUSD. *Bamboo Capital Partners* a annoncé le 16 novembre avoir été désignée comme attributaire de ce fonds financé par la Banque Mondiale. Il est une composante du projet LEAD *Least-Cost Electricity Access Development Project*, d'un montant total de 150 MUSD, qui vise à améliorer l'accès à l'électricité par des solutions solaires hors réseau.

MAURICE

Mobilisation de 400 MEUR afin de relancer l'investissement, maintenir et créer de l'emploi. Le 11 novembre, le ministère des finances mauricien a annoncé la mobilisation de 126 MEUR afin de relancer les investissements dans les infrastructures. Ce financement vise à atténuer les impacts de la crise Covid-19 et sera pris en charge dans le budget 2020/21. Le gouvernement assurera également la prise en charge partielle des salaires de 476 382 employés du secteur privé via le *Wage Assistance Scheme* pour 274 MEUR. Le ministère du travail procèdera de son côté au recrutement de personnes actuellement au chômage technique dans des établissements publics comme *Landscape* (gestion immobilière, 2000 personnes à recruter) ou l'Institut mauricien d'océanographie (1000 personnes).

UGANDA

Subvention de 500 KUSD de la BAD en faveur des MPME. Cette aide de la Banque Africaine de Développement (BAD) vise à développer les capacités des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) le long de l'oléoduc EACOP (*East-African crude oil Project*), en leur permettant d'accéder à de nouvelles opportunités de marché et en établissant des liens avec des entreprises plus grandes, nationales, régionales et internationales. Le projet vise à soutenir une croissance inclusive du secteur privé et la création d'environ 500 emplois le long de l'oléoduc. La contribution de la BAD, financée par le biais du Fonds d'aide au secteur privé africain (FAPA), sera complétée par un financement du gouvernement.

RWANDA

Extension de l'éligibilité de l'Economic Recovery Funds (ERF). Pourvu initialement de 100 Mds RWF (85 MEUR), il vise le refinancement des prêts des secteurs sinistrés (hôtelier, manufacturier, transport, logistique) et des PME liées aux chaînes d'approvisionnement. Celui-ci, via l'intermédiaire des banques, permet d'octroyer des prêts de 2 à 15 ans à des taux d'intérêt de 0,25 % à 8 %, assortis de périodes de grâce allant jusqu'à 3 ans. Du à la faible utilisation de l'ERF par les entreprises fin août, en particulier sur la tranches « financement du fond de roulement » (43 Mds RWF approuvés sur l'enveloppe de 50 Mds RWF allouée au refinancement des hôtels et 2 sur 50 Mds RWF pour les financements de fonds de roulement), le gouvernement prévoit l'élargissement des conditions d'utilisation de l'ERF : les pertes nécessaires pour être éligible passeront de 50 % à 30 % du chiffre d'affaires et seraient désormais calculées sur les 9 premiers mois de l'année contre 5 initialement.

SEYCHELLES

Approbation par le Parlement européen du renouvellement de l'accord de pêche. Le 12 novembre, le Parlement européen a ratifié le renouvellement du protocole de pêche entre l'Union Européenne et les Seychelles, dont la signature avait été réalisée le 24 février 2020 par les parties prenantes. Ce protocole permet la capture jusqu'en 2026 de 50 000 tonnes de thon par an par quarante senneurs et huit palangriers de surface battant pavillon espagnol, français, portugais et italien. En contrepartie, la contribution financière de l'UE sera de 5,3 MEUR par an, dont 2,5 MEUR correspondent au paiement de l'accès aux eaux seychelloises et 2,8 MEUR au soutien du secteur de la pêche de l'archipel.

SOMALIE

D'après l'ONU, les inondations ont affecté 214 000 personnes depuis octobre. Dans son dernier *Floods Update*, le Bureau de la Coordination des affaires humanitaires de l'ONU a annoncé que plus de 214.000 Somaliens ont été déplacés depuis octobre à cause des inondations qui frappent le pays. Les principaux états touchés sont le Jubaland, Hirshabelle et Galmudug ainsi que la région de Banadir (Mogadiscio). Entre janvier et septembre, d'après l'ONU, les inondations ont causé la mort de 35 personnes et presque 1,6 millions de Somaliens auraient été, directement ou indirectement, affectés. Les autorités appellent à l'assistance internationale pour des approvisionnements en eau potable, abris d'urgences et nourriture. L'ONU soulève également le besoin de drainer les eaux stagnantes pour atténuer le risque de maladies et de renforcer les digues de sable le long des points de rupture des rivières.

SOUDAN

Nouvelle progression de l'inflation en octobre. L'inflation a atteint un nouveau record de 230 % en glissement annuel pour le mois d'octobre, contre 212 % pour septembre et 167 % pour le mois d'août. Cette augmentation est due à la progression des prix des produits alimentaires. Ce taux reste très variable en fonction des Etats : le taux le plus élevé a été enregistré à l'Etat d'Algézira avec +351 % et le plus bas dans l'Etat du Senar (+188 %).

Licenciement de la D.G du National Medical Supply Fund. En pleine crise d'approvisionnement en médicaments, qui se traduit par une pénurie d'au moins 50 % des médicaments de première nécessité, le Premier Ministre vient de démettre de ses fonctions la D.G du *National Médical Supply Fund* (NMSF), organisme du ministère de la santé chargé de l'importation de médicaments. Malgré un taux de change très avantageux de 18 SDG/USD (contre 255 SDG/USD au marché parallèle), cet organisme, dont la dette envers ses fournisseurs étrangers a atteint 100 MEUR, peine à obtenir des devises auprès de la Banque centrale. Il en va de même pour le secteur privé qui bénéficie d'un taux de change préférentiel de 55,2 SDG/USD. Cependant, l'annulation fin 2019 de l'allocation de 10 % des recettes d'exportation aux importations de médicaments, a privé les importateurs de leur source principale de devises étrangères.

SOUDAN DU SUD

Aide d'urgence de 52,3 MUSD du Fonds monétaire international. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 11/11 sa première opération de prêt avec le Sud-Soudan, d'un montant de 52,3 MUSD, dans le cadre de la Facilité de crédit rapide (FCR). Cette aide contribuera à financer les besoins urgents de la balance des paiements, atténuer les effets de la crise sur la situation budgétaire et offrir des marges de manœuvre budgétaire pour maintenir les dépenses de lutte contre la pauvreté et à renforcer la croissance. Les autorités sud-soudanaises se sont engagées à poursuivre l'objectif de stabilité macroéconomique en assainissant la situation budgétaire, en limitant le recours au financement monétaire du déficit et en réduisant la dépendance à l'égard de l'endettement non concessionnel. Elles ont mis en place un comité de surveillance de la gestion des finances publiques, préparent une stratégie de réforme et, avec l'aide d'une assistance technique, renforcent les systèmes de gestion du budget et de la trésorerie. Les autorités

s'engagent à assurer une transparence et une responsabilité totales des dépenses liées à la crise, notamment en publiant des informations sur les marchés publics et les audits ex-post.

TANZANIE

Le gouvernement tanzanien veut accroître les recettes minières de 33 % d'ici 2023. Le gouvernement de John Magufuli, qui a prêté serment le jeudi 5 novembre pour un second mandat, envisage d'augmenter les recettes publiques générées par le secteur minier de 33 % en trois ans. Elles passeraient de 227 MUSD prévus pour l'exercice fiscal 2020 à plus de 302 MUSD en 2023 (+ 33 %). Pour atteindre cet objectif, de nouveaux permis d'exploitation seront accordés dans les prochains mois. On peut déjà citer une « licence minière spéciale » pour l'exploitation des terres rares au projet *Ngualla*, à la société *PR NG Minerals*, une filiale de l'Australien *Peak Resources*. Par ailleurs, une autre société australienne, *OreCorp*, devrait également obtenir un permis d'extraction pour les gisements d'or du projet *Nyanzaga*.

Les investisseurs optent pour les bons du Trésor et les obligations. Selon la revue d'octobre de la Banque de Tanzanie (BoT), l'intérêt des investisseurs pour la dette interne, et en particulier les titres du Trésor, est grandissant. L'encours de la dette intérieure, qui s'élevait à 6,02 Mds USD en septembre 2019, est passé de 6,49 Mds USD en août 2020 à 6,56 Mds USD en septembre (+ 9,0 % en g.a ; + 1,1 % en g.m). Selon la BoT, l'augmentation de la dette domestique provient principalement de l'émission de bons du Trésor et d'obligations qui a coïncidé avec la hausse de l'appétit des investisseurs pour les titres de créance à long terme. Parallèlement, l'encours de la dette extérieure s'établit à 23,32 Mds USD fin septembre 2020, soit une baisse de 49,1 MUSD par rapport au mois d'août, mais une hausse de 947,8 MUSD en un an.

CONTACTS

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

